

L'énergie

En troisième lieu, nous mettrions fin au financement de notre propre mainmise par l'industrie étrangère. Un dollar sur trois des recettes réalisées dans l'ensemble de notre économie proviendra, en 1990, de l'industrie gazière et pétrolière. Ces capitaux sont réinvestis en ce moment aux fins de l'expansion. Comme l'a dit le député de Yellowhead (M. Clark), si nous laissons les choses suivre leur cours, non seulement le pays tel que nous le connaissons en sera profondément transformé, mais il sera détruit également. Voilà le principal problème auquel nous devons faire face aujourd'hui. Aurons-nous la mainmise sur notre industrie énergétique?

J'invite le ministre à répondre. D'après son rapport sur l'investissement dans l'industrie, on voit que les sociétés canadiennes investissent à l'étranger. En quoi une plus grande nationalisation résoudrait-elle ce problème? A l'instar de mon parti, je souscris à cette nationalisation, mais mon parti est en faveur de cette même nationalisation au moyen de la transformation en propriété publique de l'industrie d'extraction.

Des voix: Bravo!

M. Kilgour: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Le député de Vancouver Kingsway (M. Waddell) me permettrait-il de lui poser une question? Si je ne m'abuse, il ne lui reste pas grand temps pour parler.

M. l'Orateur adjoint: Il lui reste une minute et demie. Le député de Vancouver Kingsway (M. Waddell) accepterait-il de répondre à une question?

M. Waddell: Je veux bien que mon ami m'interroge, pourvu que ce ne soit pas au sujet de notre déjeuner d'aujourd'hui.

M. Kilgour: Monsieur l'Orateur, j'aimerais citer une observation faite par le chef d'une entreprise à capital canadien avec lequel le député a également dormi peut-être.

Une voix: Expliquez-vous.

M. Kilgour: Je lui demande ce qu'il pense du passage suivant que je cite:

Il est possible d'augmenter de 50 p. 100 la quantité de pétrole récupérable, donc de la faire passer de six à neuf milliards de barils... il faudrait pour cela que nous payions le cours mondial. Nous trouvons économiquement intelligent au Canada de payer le baril de pétrole \$40 à \$42 aux Arabes, quand nous versons \$15...

Le prix est maintenant de \$16.75...

... pour le baril de brut canadien. C'est de la folie, de la folie pure.

Le député veut-il nous dire ce qu'il en pense?

M. l'Orateur adjoint: En 30 secondes.

M. Waddell: Avec plaisir, monsieur l'Orateur. A Washington, nous avons entendu le même refrain dans la bouche du président de Texaco, qui disait: «Donnez-nous l'argent et c'est fou ce que nous allons trouver comme pétrole». Je n'en crois rien, absolument rien. Nous pouvons réussir nous-mêmes. Je pense que nous pouvons trouver et mettre en valeur du pétrole lourd, des sables bitumineux et tout ce qu'on voudra grâce à Petro-Canada et grâce à la propriété publique. Je répète que c'est dans cette direction qu'il faut s'orienter.

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le président, je voudrais souligner combien il me fait plaisir de constater que l'opposition progressiste conservatrice a décidé aujourd'hui de mettre à l'ordre des débats cette question extrêmement importante de l'énergie.

C'est une question qui intéresse évidemment tous les Canadiens, et j'espère que durant les quelques heures qu'ils pourront accorder à ce débat les députés auront l'occasion de se pencher sur les options qui s'offrent à nous.

[Traduction]

Je regrette, je dois le dire, que le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) soit sorti de la Chambre. J'avais d'abord envie de me montrer plutôt acerbe à son égard, puis j'ai constaté qu'il n'est pas chargé des questions énergétiques pour son parti et que le porte-parole énergétique du parti conservateur est absent de la Chambre. La situation énergétique réelle était si souvent déformée ou méconnue dans le discours du député d'Etobicoke-Centre qu'on a du mal à ne pas démolir son exposé. Je m'étonne même du ton de la motion présentée à la Chambre.

Quand j'ai appris que les conservateurs voulaient parler d'énergie aujourd'hui, j'ai pensé que le député, subconsciemment influencé par la fête de l'Action de grâces qui tombait hier, allait se féliciter de ce que la politique énergétique du pays est confiée à un gouvernement qui a fixé des objectifs nationaux conformes aux intérêts de tous les Canadiens.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Lalonde: Lorsqu'on examine les réalisations du parti conservateur quand il était au pouvoir l'an dernier, on se rend compte que l'échec de celui-ci vient probablement de ce qu'il n'a pas su s'attaquer aux questions essentielles en matière d'énergie, questions que notre politique englobe. Je ne veux pas m'attarder là-dessus, mais compte tenu des piètres réalisations du parti conservateur au cours de ses huit mois de mandat, on se demande comment il ose maintenant soulever la question de l'énergie à la Chambre. Que comportait, monsieur l'Orateur, sa prétendue politique énergétique?

Une voix: Bien peu de choses.

M. Lalonde: Eh bien, voici un bref rappel. D'abord, les conservateurs ont tenté de démanteler Petro-Canada.

Ensuite, ils ont laissé baisser les réserves nationales de pétrole jusqu'à ce que, en novembre ou en décembre dernier, ils soient forcés d'établir l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie parce que nous craignons de ne pas avoir suffisamment de fuel domestique pour passer l'hiver.

Enfin, ils ont compromis grandement les relations du Canada avec ses fournisseurs, à tel point qu'on s'inquiétait de ce qu'il adviendrait de nos approvisionnements de pétrole importé. Je n'ai pas besoin de m'étendre sur ce qu'a fait ce gouvernement au niveau de nos relations avec les pays arabes lors du fameux fiasco de l'ambassade du Canada en Israël. Chose certaine, il a gravement nui à nos relations avec les pays arabes et n'a pas su intensifier avec le gouvernement du Mexique, fournisseur éventuel de pétrole, des rapports qu'il convenait de privilégier.

Il y a eu ensuite le bouquet, ou comme on dit «la cerise sur le gâteau». Les conservateurs ont déposé leur fameux budget qui prévoyait une imposition impitoyable des contribuables canadiens, elle-même assortie de fortes hausses de prix qu'heureusement les deux partis d'opposition à l'époque, le Nouveau parti démocratique et nous-mêmes avons catégoriquement rejetés.